

Arrêté n° 2467 CM du 29 novembre 2018 portant application de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des "pensions de famille"

(NOR : SDT1822247AC-1)

Paru in extenso au journal officiel n°98 N du 07/12/2018 à la page 24064 dans la partie ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Version en vigueur au 07/12/2018

- ▶ Titre Ier - Aide au développement (Art. 2 à Art. 14)
 - ▶ Section 1 - Définition des types de programmes de développement éligibles (Art. 2 à Art. 9)
 - ▶ Section 2 - Calcul de l'aide au développement (Art. 10 à Art. 14)
- ▶ Titre II - Modalités pratiques de dépôt et d'instruction des demandes d'aide au développement (Art. 15 à Art. 17)
- ▶ Titre III - Obligations du bénéficiaire, contrôle et remboursement de l'aide (Art. 18 à Art. 21)
- ▶ Titre IV - Dispositions diverses (Art. 22 à Art. 25)

Le Président de la Polynésie française,
 Sur le rapport du ministre du tourisme et du travail, en charge des relations avec les institutions,
 Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
 Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
 Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
 Vu la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des "pensions de famille" ;
 Vu la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;
 Vu l'arrêté n° 1492 CM du 6 août 2018 fixant les critères et procédure de classement par tiere des établissements d'hébergement touristique relevant de la catégorie "pension de famille" et les modalités d'instruction de la demande ;
 Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 novembre 2018,

Arrête :

Article 1er

Les pensions de famille disposant d'un classement en cours de validité ou d'un récépissé de dossier complet de la demande de classement sont éligibles au présent dispositif d'aide au développement.

TITRE IER - AIDE AU DÉVELOPPEMENT

SECTION 1 - DÉFINITION DES TYPES DE PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT ÉLIGIBLES

Art. 2

La création d'une pension de famille consiste en la réalisation d'un projet de bâti neuf ou la transformation de constructions existantes en hébergement touristique.

Sont exclus de la base des investissements éligibles :

- le coût de l'emprise foncière ;
- le coût des constructions et des équipements dédiés à l'habitation principale de l'exploitant ;
- le coût des immobilisations préfabriquées et importées directement lorsque leur fabrication par des entreprises établies en Polynésie française est possible.

Art. 3

La rénovation d'une pension de famille concerne les travaux d'amélioration, de réhabilitation intérieure ou extérieure des constructions dédiées à l'activité d'hébergement touristique.

Sont exclus de la base des investissements éligibles :

- le coût des appareils ménagers s'il n'accompagne pas un programme de rénovation ;
- le coût de rénovation des espaces non affectés à l'usage exclusif des clients.

Art. 4

L'extension d'une pension de famille concerne l'adjonction de nouvelles structures en vue d'augmenter la capacité réceptive ou d'améliorer les prestations de l'établissement.

Sont exclus de la base des investissements éligibles :

- le coût des immobilisations préfabriquées et importées directement lorsque leur fabrication par des entreprises établies en Polynésie française est possible ;
- le coût des appareils ménagers s'il n'accompagne pas un programme d'extension ;
- le coût des espaces non affectés à l'usage exclusif des clients.

Art. 5

La mise en conformité d'une pension de famille concerne la conformité aux normes de classement visées par la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française.

Art. 6

La création d'activités est éligible dès lors qu'elle est directement liée à l'activité d'hébergement de tourisme et proposée à la clientèle de la pension de famille.

Art. 7

Les études ou expertises éligibles doivent être liées à la réalisation de programmes de création, de rénovation, d'extension ou de mise en conformité et être établis par des techniciens ou des organismes agréés.

Ils peuvent concerner, notamment, l'élaboration des cahiers des charges, les études de viabilité technique et de rentabilité économique, le développement d'un dispositif tendant à améliorer la performance de l'établissement et à valoriser son implication pour un développement durable.

Art. 8

Les formations éligibles s'adressent aux gérants ou exploitants de pensions de famille. Elles doivent porter sur des domaines en lien avec l'activité d'hébergement de tourisme.

Art. 9

L'adhésion à un label de qualité est éligible pour toute exploitation de pension de famille s'inscrivant dans une démarche volontaire de développement durable ou de services accessibles aux personnes handicapées.

Le label de qualité retenu doit être directement lié à l'activité d'hébergement de tourisme et octroyé par un organisme de certification.

SECTION 2 - CALCUL DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Art. 10

Lorsque la demande d'aide au développement concerne plusieurs programmes de développement tel que défini par la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des "pensions de famille", le plafond appliqué sera celui du principal programme de développement détaillé dans la demande, avec un taux d'intervention maximal de 50 % de la dépense totale hors taxe éligible pour les établissements implantés à Tahiti et de 60 % de la dépense totale hors taxe éligible pour les établissements implantés dans les îles autres que Tahiti.

Art. 11

Lorsqu'une pension de famille propose au sein de son établissement, des unités d'hébergement relevant d'une catégorie autre que "pensions de famille", la base de dépense totale éligible visée à l'article LP. 4 de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée est déterminée comme suit :

- par application d'un coefficient défini ci-dessous, lorsque le programme de développement porte sur des espaces communs, des équipements communs ou la création d'activité :

Nombre de personnes accueillies en catégorie "pension de famille"
Capacité totale d'accueil de l'établissement

- seules sont prises en compte dans la base éligible, les dépenses hors taxes correspondant à la catégorie "pension de famille" lorsque le programme de développement porte sur la construction ou la rénovation d'unités d'hébergement.

Art. 12

L'aide au développement accordée en application de l'article 10 peut être cumulée avec d'autres aides publiques, à condition que les financements publics ne dépassent pas un taux d'intervention maximal de 60 % de la dépense hors taxe éligible.

Art. 13

Un soutien financier supplémentaire peut être accordé aux pensions de famille dès lors que le programme de développement intègre des dépenses éligibles dans les domaines visés à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée susvisée.

Le taux d'intervention complémentaire est fixé à 20 % des dépenses hors taxe éligibles aux critères définis en annexe 1.

Art. 14

L'attribution de cette majoration n'est pas systématique. Cette prérogative appartient au Président de la Polynésie française pour les personnes physiques et le conseil des ministres pour les personnes morales.

TITRE II - MODALITÉS PRATIQUES DE DÉPÔT ET D'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Art. 15

En application de l'article LP. 11 de la loi du pays susvisée, la demande d'aide au développement doit être accompagnée des pièces ou informations suivantes :

Dans tous les cas :

- attestation du numéro de TAHITI (ISPF) ou tout document permettant l'identification de l'entreprise ;
- relevé d'identité bancaire ;
- détail du parcours et des références professionnels de l'exploitant (en cas de création d'établissement) ;
- présentation du programme d'investissement et photos du site ;
- factures pro formas ou devis des dépenses d'investissement liées au projet ;
- plan de financement du projet, attestations de financement bancaire, attestation de disponibilité des fonds propres ou de toute autre source de financement ;
- compte de résultat prévisionnel sur 12 mois ;
- copie du permis de construire (sauf si les aménagements envisagés ne nécessitent pas une autorisation de travaux) ;
- un engagement d'exercer à l'année pour une durée minimale de 5 ans ou 3 ans en fonction du programme de développement.

Lorsque le demandeur est une personne morale, les pièces suivantes sont également à fournir :

- les statuts et la composition des organes dirigeants ;
- le procès-verbal de la séance au cours de laquelle le programme d'investissement ou son budget a été adopté.

Lorsque le demandeur est en activité depuis plus d'un an à la date de la demande, les pièces suivantes sont également à fournir :

- copie du bilan et compte de résultat (ou liasse fiscale) du dernier exercice clos ou la dernière déclaration fiscale du chiffre d'affaire ou le dernier avis d'imposition au régime des TPE ;
- copie des ordres de recette des salariés des deux mois précédents le dépôt de la demande ou attestation de régularité au regard des obligations sociales délivrée par la CPS ou de non inscription au registre des employeurs ;
- attestation de régularité au regard des obligations fiscales délivrée par la direction générale des finances publiques et par la direction des impôts et des contributions publiques.

Art. 16

Le service du tourisme réceptionne et instruit les demandes d'aide au développement, notamment sur la base des critères d'appréciations suivants :

- l'aptitude professionnelle du demandeur avec la justification soit d'une expérience, soit d'une formation en lien avec le programme envisagé ;
- le montant total des dépenses ;
- les fonds propres ou les engagements bancaires ;
- la fiabilité du compte de résultat prévisionnel et du plan de financement ;
- les emplois maintenus ou envisagés.

Le service du tourisme vérifie la complétude du dossier et il réclame le cas échéant les pièces manquantes.

Il délivre pour tout dossier complet, un récépissé de dépôt de dossier complet.

Si le dossier n'est pas complet, le demandeur dispose d'un délai de 6 mois à compter de la réception de la demande d'aide pour compléter son dossier.

Au-delà du délai de 6 mois, le dossier est considéré comme caduc et retourné au demandeur.

Le récépissé de dépôt de dossier complet ne vaut pas promesse de subvention.

Art. 17

Dans le cadre de l'instruction d'une demande d'aide au développement, le service du tourisme peut solliciter auprès du demandeur et des administrations compétentes toutes informations ou pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction de la demande.

TITRE III - OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE, CONTRÔLE ET REMBOURSEMENT DE L'AIDE**Art. 18**

Le service du tourisme est chargé de contrôler la réalisation des programmes de développement et l'utilisation des sommes versées au titre de l'aide au développement.

Art. 19

En application de l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des pensions de famille, les éléments justifiant l'utilisation de l'aide attribuée sont les factures acquittées accompagnées des photos des travaux achevés.

Art. 20

Sauf cas de force majeure, le remboursement intégral de l'aide est exigé dans les cas visés à l'article LP. 23 de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée.

Le remboursement partiel de l'aide est exigé si le bénéficiaire n'a justifié dans les délais impartis auprès du service du tourisme qu'une partie des dépenses éligibles. Dans ce cas, le montant du remboursement de l'aide est déterminé par application au montant de l'aide versée, d'un coefficient déterminé comme suit :

$$\frac{\text{Montant des dépenses éligibles non justifiées}}{\text{Montant total des dépenses éligibles agréées}}$$

Art. 21

En application de l'article LP. 20 de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée le bénéficiaire de l'aide au développement est tenu pendant la durée obligatoire de maintien de l'exploitation :

- de produire annuellement au service du tourisme, les bilans et comptes de résultat (ou liasse fiscale) de son établissement ;
- de répondre aux enquêtes statistiques déclarées d'intérêt général par le conseil des ministres et diligentées par l'Institut de la statistique de la Polynésie française.

TITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES**Art. 22**

En application de l'article LP. 26 de la loi du pays susvisée, les indicateurs de mesures permettant d'évaluer le dispositif d'aide au développement sont définis sous forme de tableaux joints en annexe 2.

Art. 23

L'arrêté n° 1263 CM du 23 août 2011 portant application de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des pensions de famille est abrogé.

Art. 24

L'arrêté n° 1264 CM du 23 août 2011 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission consultative prévue au titre IV de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée instituant un dispositif d'aide au développement des pensions de famille est abrogé.

Art. 25

Le ministre du tourisme et du travail, en charge des relations avec les institutions, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 novembre 2018.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre du tourisme
et du travail,
Nicole BOUTEAU .

Annexe 1 - Tableau des critères d'éligibilité au soutien supplémentaire prévu à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011

Annexe 2 - Indicateurs de suivi des aides au développement par programme

Annexe 1 - Tableau des critères d'éligibilité au soutien supplémentaire prévu à l'article LP. 6 de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011

	Critères d'éligibilité	Taux d'intervention complémentaire
1	Performance environnementale	20%
1.1	Utilisation d'énergies renouvelables 1.1.1. Energies solaire : équipements photovoltaïques, solaires thermiques basse température, solaires thermiques haute température. 1.1.2. Energie éolienne : équipements de production électrique éolienne. 1.1.3. Energie hydraulique et marine : équipements de production d'hydroélectricité.	
1.2	Gestion de l'eau et des déchets 1.2.1 Gestion de la ressource en eau : système de traitement des eaux usées (recyclage) ; équipements dédiés à la récupération des eaux de pluie. 1.2.2 Traitement des déchets : équipements dédiés au tri sélectif, installation d'un système de compostage.	
2	Accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR) 2.1.1 Chambre aménagée accessible aux PMR. 2.1.2 Equipements spécifiques pour PMR (exp : rampe d'accès, fauteuil roulant , déambulateur...)	20%

Annexe 2 - Indicateurs de suivi des aides au développement par programme

AIDES SCI																		
Programme	iles du vent			iles sous le vent			Tuamotu - Gambier			Australes			Marquises			TOTAL		
	Nbre	Montant sollicité	situation classement	Nbre	Montant sollicité	situation classement	Nbre	Montant sollicité	situation classement	Nbre	Montant sollicité	situation classement	Nbre	Montant sollicité	situation classement	Nbre	Montant sollicité	situation classement
Création																		
Extension																		
Rénovation																		
Conformité																		
Activités																		
Etudes																		
Formation																		
Label qualité																		
TOTAL																		

AIDES ACCORDEES																								
Programme	iles du vent				iles sous le vent				Tuamotu - Gambier				Australes				Marquises				TOTAL			
	Nbre	Montant accordé	dont majoration		Nbre	Montant accordé	dont majoration		Nbre	Montant accordé	dont majoration		Nbre	Montant accordé	dont majoration		Nbre	Montant accordé	dont majoration		Nbre	Montant accordé	dont majoration	
		Nombre	Montant			Nombre	Montant			Nombre	Montant			Nombre	Montant			Nombre	Montant			Nombre	Montant	
Création																								
Extension																								
Rénovation																								
Conformité																								
Activités																								
Etudes																								
Formation																								
Label qualité																								
TOTAL																								

CONTRÔLE DES AIDES ACCORDEES																														
Programme	iles du vent					iles sous le vent					Tuamotu - Gambier					Australes					Marquises					TOTAL				
	Nbre	Montant obtenu	Contrôle		Classt définitif	Nbre	Montant obtenu	Contrôle		Classt définitif	Nbre	Montant obtenu	Contrôle		Classt définitif	Nbre	Montant obtenu	Contrôle		Classt définitif	Nbre	Montant obtenu	Contrôle		Classt définitif					
			Ordre de recette	Montant				Ordre de recette	Montant				Ordre de recette	Montant				Ordre de recette	Montant				Ordre de recette	Montant		Ordre de recette	Montant			
Création																														
Extension																														
Rénovation																														
Conformité																														
Activités																														
Etudes																														
Formation																														
Label qualité																														
TOTAL																														